

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

À Minneapolis, la mobilisation fait reculer Trump

- Les élections municipales
- États-Unis - Europe : rivalités impérialistes
- Le gouvernement Meloni
- Guerre économique dans l'industrie chimique
- Marx, Engels et l'Irlande

Au sommaire de ce numéro

À Minneapolis, Trump se heurte à la réaction de la population	1
Lutte ouvrière dans les élections municipales	6
États-Unis – Europe : rivalités entre brigands impérialistes	10
Gouvernement Meloni : la liberté la mieux protégée est celle d'exploiter les travailleurs	15
Guerre économique dans l'industrie chimique	21
Karl Marx et Friedrich Engels, <i>Irlande, classes ouvrières et libération nationale</i>	27

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

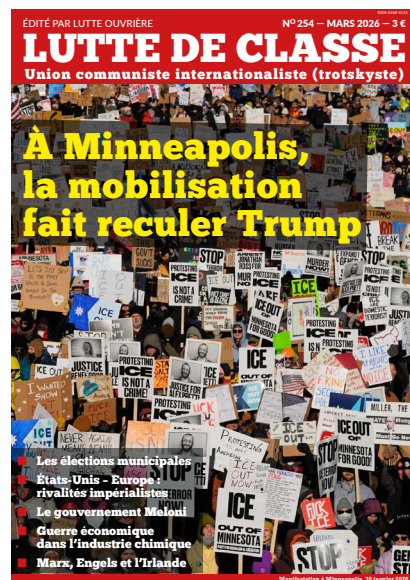
- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087

BIC PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement

planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



À Minneapolis, Trump se heurte à la réaction de la population

«Nettoyer Minneapolis des pires des pires criminels étrangers», en l'occurrence venus de Somalie, c'est ainsi que Donald Trump a défini, en décembre 2025, la mission des voyous en uniforme de l'ICE envoyés dans cette ville du Minnesota. C'est en effet en ces termes que le président des États-Unis parle des travailleurs essentiels à la vie sociale et économique qui n'ont pas les bons papiers. Mais il n'imaginait pas alors, qu'après les deux meurtres perpétrés dans le cadre de cette «mission», il se heurterait à une mobilisation populaire locale d'ampleur suffisante pour le contraindre à une retraite.

DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY



Sur le site de recrutement de l'ICE: «L'Amérique a été envahie par des criminels et des prédateurs. Nous avons besoin de TOI pour les expulser.»

Au cours de la première année de son second mandat à la Maison-Blanche, le président milliardaire a poussé le Congrès à augmenter considérablement les moyens de l'ICE, la police fédérale de l'immigration, qui dispose à présent d'un budget supérieur à celui de l'armée espagnole ou à celui de l'armée turque. Cela lui permet, par exemple, de payer la multinationale française de services informatiques Capgemini pour

qu'elle l'aide dans la traque aux migrants.

L'ICE (*Immigration and Customs Enforcement*, Service de la répression de l'immigration et des douanes) œuvre conjointement avec la police fédérale des douanes et des frontières, CBP (*Customs and Border Protection*). Avec toute l'attention médiatique recherchée par Trump, ces deux agences ont été envoyées en force en 2025 dans certains quartiers de Los Angeles, de Washington,

de Chicago, ainsi que dans les agglomérations moins peuplées de Portland, Memphis et Charlotte. Des centaines d'autres villes, et parfois certaines usines, entrepôts ou fermes, ont également fait l'objet de raids antimigrants.

ODIEUSE CHASSE AUX MIGRANTS

Partout cette politique de rafles a été brutale. On a vu des enfants servir d'appât pour capturer leurs parents, des parents arrêtés devant l'école de leurs enfants, des établissements scolaires envahis par les paramilitaires de l'ICE et de la CBP, des habitants sortis de leur lit en pleine nuit et menacés en bas de leur HLM pris d'assaut, des migrants munis de papiers légaux envoyés en centre de rétention à des milliers de kilomètres – sort qu'ont eu à subir aussi certains Américains avant d'avoir pu prouver leur citoyenneté –, des sans-papiers arrêtés au moment de se voir remettre la carte verte de résident permanent, etc.

Au moins huit personnes ont été tuées dans ces raids au cours de l'année 2025 et 38 autres sont mortes dans les centres de rétention – la plupart sont des prisons gérées par des entreprises

privées, touchant leur part du budget de l'ICE – qui emprisonnent actuellement 70 000 personnes. Après ces raids, des juges ont remis en liberté des personnes arrêtées manifestement à tort. Mais peu importe à Trump, qui veut, dans la comparaison avec les précédents présidents, les démocrates Obama et Biden, apparaître clairement comme le plus grand et le plus énergique champion des expulsions.

Mais les raisons de l'État fédéral d'agir ainsi vont au-delà de l'ego surdimensionné de l'actuel président et des calculs électoraux de sa coterie républicaine. La focalisation de l'attention des médias sur la chasse aux immigrants permet de camoufler autant que faire se peut bien des problèmes, et notamment les inégalités sociales, qui s'accroissent. Alors que l'enrichissement de la bourgeoisie progresse au rythme de la spéculation boursière, 70 000 emplois ont disparu dans l'industrie en moins d'un an. La multinationale du commerce Amazon va licencier 16 000 de ses employés, en plus des 14 000 de l'an dernier ; celle du transport UPS va se débarrasser de 30 000 salariés, outre les 48 000 de l'an dernier. L'inflation de ces dernières années a laminé le niveau des salaires ouvriers mais aussi les revenus de plus larges couches qui voient s'éloigner leur rêve d'accéder au niveau de vie de la petite bourgeoisie prospère et qui plongent vers la paupérisation.

MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ

La violence antimigrants a encore un autre but, peut-être plus important encore pour la bourgeoisie américaine : il s'agit d'habituer toute la population, pas seulement les immigrants, à craindre la police, l'armée et toutes les forces militarisées dont disposent les différentes autorités, et de lui imposer la résignation face aux injustices. À Los Angeles l'été dernier, c'est même la troupe d'élite des Marines qui a été envoyée en ville pour intimider. C'est une étape nécessaire, du point de vue des dirigeants

de l'impérialisme américain qui savent que leurs agressions militaires à l'étranger pourraient se multiplier et déboucher sur des guerres qui nécessiteront l'acceptation de bien des sacrifices.

Dans presque toutes les villes où elles se sont déployées en force, les provocations de l'ICE et de la CBP ont généré une contestation. Même à petite échelle, des habitants se sont regroupés pour houspiller ces policiers fédéraux et leur crier de partir de leur quartier, ce qui est aussi une manière d'avertir ceux qui n'ont pas de papiers de se cacher. Dans une dizaine de villes, ces actions, que les autorités appellent des troubles à l'ordre public, ont été le prétexte pour mobiliser et déployer la Garde nationale, une force armée composée de volontaires aux ordres des gouverneurs de chaque État, mais que le président peut aussi commander en la « fédéralisant ». Parfois, la décision venait d'un gouverneur démocrate qui prétendait ainsi protéger la population des exactions de l'ICE, mais même dans ce cas, cela contribuait à habituer les habitants à vivre au rythme des patrouilles en uniforme.

De plus, cela peut être une manœuvre pour affaiblir une mobilisation naissante de la population dont les dirigeants du Parti démocrate ne veulent pas. Ils estiment que leur intérêt est de prétendre qu'il suffit de faire confiance aux autorités locales démocrates pour tenir les molosses de Trump en respect, afin de convaincre que tout rentrera dans l'ordre si on élit des

démocrates au Congrès lors des élections de novembre 2026 et un démocrate à la présidentielle de 2028.

MEURTRES À MINNEAPOLIS

C'est fin novembre 2025 que Trump a annoncé l'envoi de l'ICE à Minneapolis, qui forme avec Saint Paul une agglomération de 3,7 millions d'habitants sur le cours supérieur du Mississippi. Elle fait partie des régions des États-Unis où les démocrates tiennent les institutions locales. Des municipalités à l'État du Minnesota, elles sont des cibles pour Trump.

Le 7 janvier 2026, Renée Good, qui venait de déposer son enfant à l'école, rentrait chez elle lorsqu'elle est tombée sur des agents de l'ICE qui ratissaient son quartier. Selon ses proches, elle n'avait jamais participé à des activités de surveillance de l'ICE, mais comme bien d'autres habitants de Minneapolis, elle voulait leur demander des comptes et les voir partir. Quelques instants après, un de ces policiers l'a tuée de trois balles alors qu'elle s'éloignait en voiture. Sur-le-champ, une petite foule se rassembla pour témoigner de son hostilité aux meurtriers en uniforme.

Immédiatement, le vice-président J. D. Vance a assuré le tueur d'une totale immunité. Dans la foulée, la justice fédérale s'est assurée qu'il ne serait pas poursuivi, même par les autorités judiciaires locales, tout en lançant une enquête à l'encontre de la



Des agents fédéraux tirent des grenades lacrymogènes autour du lieu où plusieurs des leurs ont tué Alex Pretti le matin même, le 24 janvier.

ALPHA NEWS



Renée Good : image prise par la caméra du policier de l'ICE, 26 secondes avant qu'il la tue à bout portant.

conjointe de la victime. La ministre de la Sécurité intérieure, Kristi Noem, la porte-parole de la Maison-Blanche et d'autres trumpistes se sont précipités devant les médias pour accuser Renée Good d'avoir mis en danger les policiers, et même, l'ont accusée de « terrorisme ». Trump lui-même l'a décrite comme une folle dangereuse. Mais s'agissant d'une mère de famille blanche qui de toute évidence ne menaçait personne, même certains électeurs de Trump ont éprouvé des doutes quant à sa propagande présentant l'ICE comme une force défendant la population contre de dangereux criminels. Aux yeux du plus grand nombre, c'est l'ICE qui avait commis un crime.

Les jours qui ont suivi, les protestations se sont multipliées, à Minneapolis bien sûr, mais aussi ailleurs. La réaction de Trump a été d'envoyer sur place un millier d'agents de la CBP en renfort des 2 000 de l'ICE – à comparer aux 800 membres de la police municipale de Minneapolis – espérant écraser ainsi toute volonté de résistance de la population. Un Vénézuélien, manifestant le 14 janvier, a d'ailleurs été blessé par balle par un policier de l'ICE.

Or, dans cette ville, les



Manifestation de protestation contre le meurtre de Renée Good, à Minneapolis, le 10 janvier.

SERGIO MARTINEZ-BELTRAN / OBP



Manifestation à Minneapolis :
« Nous sommes le Minnesota. Nous protégeons nos voisins ».

habitants avaient déjà protesté massivement en 2020 contre les violences policières lorsque George Floyd avait été étranglé à mort par un policier en pleine rue, et la volonté de s'organiser s'est manifestée à nouveau rapidement. Au niveau local, dans des quartiers particulièrement visés par l'ICE, des réseaux d'habitants se sont constitués pour surveiller les faits et gestes de la police fédérale, pour avertir les immigrés afin qu'ils puissent se cacher, pour faire barrage de leur corps aux véhicules de ces troupes d'occupation.

Les exactions de l'ICE sur place et les provocations de Trump dans les médias ont ainsi commencé à faire naître des militants. Tel était le cas d'Alex Pretti, un infirmier qui filmait des agents de la CBP le 24 janvier, et aidait une femme qu'ils avaient bousculée, quand il a été projeté à terre et tué de dix balles, tirées à bout portant dans le dos par ces policiers. Là encore la victime a été accusée par la Maison-Blanche. Parce qu'il portait une arme, ce qui est parfaitement légal, et bien qu'il ne l'ait pas brandie, Pretti « *voulait massacrer les policiers* », et a été qualifié de terroriste par le chef de cabinet adjoint de Trump. Mais le président lui-même, ayant commencé par expliquer qu'« *on ne peut pas se promener avec un pistolet* », s'est attiré une

critique sévère de l'Association nationale des armes, la NRA. Ce lobby des armes, plutôt habitué à le soutenir, s'est senti en devoir de lui rappeler que beaucoup de ses électeurs tenaient à leur droit de porter des armes et que, pour défendre ce droit, les membres de la NRA manifestaient souvent armés.

RÉACTION ET ORGANISATION DE LA POPULATION

Ce second meurtre a provoqué la colère d'un nombre encore plus grand d'habitants de Minneapolis. Dans les jours qui ont suivi, plus de trente mille se sont inscrits dans les réseaux de quartier créés pour lutter contre l'ICE et la CBP. Dans l'agglomération, des petits patrons ont fermé leur entreprise ou leur magasin en signe de solidarité avec les protestataires, encourageant leurs salariés à les rejoindre.

L'extension de la mobilisation, et peut-être son approfondissement, bien qu'il soit difficile d'en juger, a en tout cas obligé Trump à en tenir compte et à opérer un recul. Il a promis qu'il poursuivrait bien sûr la même politique xénophobe, mais de façon plus douce. Une enquête a été autorisée à l'encontre des deux policiers de la CBP qui ont

tué Pretti. Sans désavouer publiquement sa ministre de la Sécurité intérieure, le président lui a imposé de rappeler le chef de l'ICE à Minneapolis, Gregory Bovino, qui avait justifié l'assassinat de Pretti. Il a envoyé à sa place son expert en expulsions, Tom Homan. Tristement connu pour avoir séparé les enfants de migrants de leurs parents, Homan a néanmoins dû annoncer dans un premier temps le retrait de Minneapolis de 700 policiers fédéraux, puis des 2 300 restants le 12 février, prétendant que, grâce à leur action, « *le Minnesota est moins qu'avant un sanctuaire pour criminels* », ainsi qu'il qualifie les travailleurs immigrés. En deux mois, 4 000 d'entre eux ont été arrêtés. Trump espère sans doute qu'Homan saura continuer la chasse aux migrants à l'échelle du pays sans susciter trop d'opposition visible.

Au même moment, l'armée a annoncé que les gardes nationaux se retireraient de Los Angeles, Chicago et Portland, où le gouvernement fédéral les avait envoyés au cours de l'année 2025, pour mettre fin aux protestations anti-ICE.

Si cela apparaît comme un recul politique, il reste limité et ne préjuge pas de l'avenir, car les gros bataillons de l'ICE peuvent continuer de se déplacer de ville en ville. À l'automne dernier, alors que Trump retirait l'ICE

de Chicago, il n'a pas voulu que les protestataires crient victoire et a proclamé : « *Nous reviendrons, peut-être différemment et plus fortement [...]. C'est seulement une question de temps.* » Homan vient de faire la même promesse : « *Nous reviendrons* » à Minneapolis.

Il est certain qu'à Minneapolis, le rouleau compresseur Trump a rencontré une difficulté, non pas parce que les politiciens démocrates se sont offusqués, ni parce que des artistes et même quelques grands patrons d'Hollywood se sont remis à le critiquer après les deux meurtres, et que certains sommets de la société désapprouvent ses méthodes. Ce qui a compté est le fait qu'une partie de la population a commencé courageusement

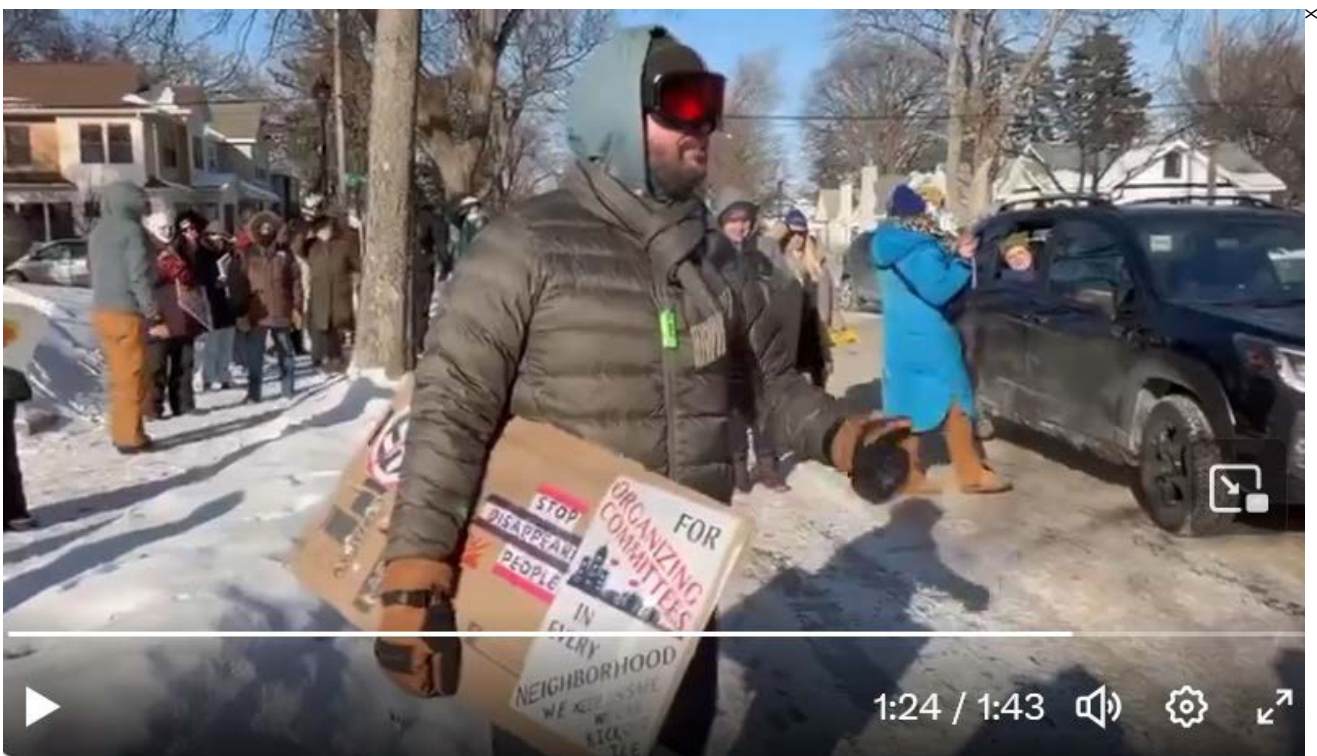
à s'organiser, par en bas, pour tenir en échec les brutes armées de l'ICE et de la CBP, et ne pas accepter cette occupation paramilitaire et cette tentative de terroriser les quartiers populaires.

À Minneapolis, la mobilisation populaire est sortie de l'ordinaire et a pris un caractère militant, dépassant les habituels milieux politisés. Cette réaction peut-elle se transmettre à d'autres villes ? Peut-elle contribuer à faire naître en nombre des révoltés voulant sortir de leur isolement ? Peut-elle faire évoluer des travailleurs et changer l'atmosphère sur les lieux de travail ? L'avenir le dira. Trump, son gouvernement et plus largement les cadres de l'État, ainsi que les capitalistes préoccupés de maintenir leur domination sur la

société peuvent le craindre. Mais, de leur côté, tous ceux qui sont révoltés par les injustices et par la politique de Trump peuvent l'espérer.

Trump représente non seulement une extrême droite agressive qui veut diviser les travailleurs en s'en prenant à la partie immigrée de la classe ouvrière, mais il représente aussi la morgue de la poignée de milliardaires qui pompent les richesses d'une planète de huit milliards d'êtres humains, et lui préparent un sombre avenir. Face à cette classe dominante et à ses représentants de plus en plus arrogants, la faculté de la population à réagir, qui a émergé aux yeux de tous, est porteuse d'espoir.

16 février 2026



Des habitants, organisés en réseau de surveillance ICE Watch filtrent les véhicules soupçonnés de travailler pour l'ICE, à Minneapolis, fin janvier. Sur la pancarte, une croix gammée barrée et «Stop aux disparitions de personnes ; pour l'organisation de comités dans tous les quartiers.»



Lutte ouvrière dans les élections municipales



Des candidats à Saint-Étienne.

Lutte ouvrière présente 280 listes aux élections municipales des 15 et 22 mars : 266 listes dans 243 communes différentes, treize arrondissements parisiens, trois secteurs marseillais et sept arrondissements lyonnais, ainsi que des listes dans les quatorze circonscriptions de la Métropole de Lyon. Des listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs seront donc présentes dans la majorité des grandes villes, soit 38 des 42 communes de plus de 100 000 habitants, et dans bien des villes moyennes. Pour la première fois, Lutte ouvrière présentera une liste à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), Périgueux (Dordogne), Douai (Pas-de-Calais), Goussainville (Val-d'Oise), Bar-le-Duc (Meuse), Lorient (Morbihan), Villefranche-sur-Saône (Rhône) ou encore Kourou (Guyane). Notre organisation sœur Combat ouvrier sera présente à Fort-de-France en Martinique et dans

cinq communes de Guadeloupe qui sont Les Abymes, Le Gosier, Pointe-à-Pitre, Deshaies et Capesterre-Belle-Eau. Au total, les listes de notre courant s'adresseront à plus de 10 millions d'électeurs.

Les listes de Lutte ouvrière rassemblent environ 11 000 candidats. On n'y trouve ni notables ni politiciens professionnels, mais seulement des travailleuses et des travailleurs : des auxiliaires de vie, des ouvriers, des conducteurs de bus, des manutentionnaires, des agents de sécurité, des aides-soignantes, des enseignants, des employés de la distribution ou de la restauration, des retraités, des demandeurs d'emploi, des personnes en invalidité après une vie de labeur, des jeunes en formation ou en études aussi.

Dans cette campagne, les listes de Lutte ouvrière dénoncent le capitalisme et la marche à la guerre. Alors que,

de l'Ukraine à Gaza, du Soudan à la RDC, les affrontements meurtriers se multiplient dans le monde, alors que l'impérialisme est d'une agressivité débridée et que les grandes puissances s'arment à tout-va, nous disons que les travailleurs n'ont pas de patrie, qu'ils n'ont aucune solidarité à avoir avec leur gouvernement, que ce soit dans la guerre économique ou dans la guerre tout court.

Les candidats de Lutte ouvrière dénoncent l'enrichissement ahurissant de la classe capitaliste, des Bernard Arnault (LVMH) et Rodolphe Saadé (CMA CGM), des familles Mulliez (Auchan) ou, Besnier (Lactalis). Alors qu'en 2003, les 500 plus grandes fortunes professionnelles en France représentaient 124 milliards d'euros, elles cumulent aujourd'hui 1 128 milliards. Le pendant de cet accaparement insatiable est l'exploitation accrue, la

dégradation des conditions de travail et la montée du chômage.

En votant pour les listes de Lutte ouvrière, les travailleurs affirmeront qu'ils rejettent le racisme, la xénophobie et toutes les divisions au sein du monde du travail, divisions qui font le jeu des exploiters.

Pour les candidats de Lutte ouvrière, ni la gauche de gouvernement ni le Rassemblement national n'offrent de perspective réelle à la classe ouvrière. Ce qui compte, à l'échelle locale comme à l'échelle générale, est que les travailleurs prennent en main leur destin. Proposer

d'aménager le capitalisme est vain ; la seule perspective qui vaille est celle qui se fixe l'objectif de le renverser.

On trouvera ci-dessous un fac-similé de la circulaire envoyée aux électeurs par les listes de Lutte ouvrière.

16 février 2026



Le 14 février, à la Mutualité à Paris.

LUTTE OUVRIÈRE

LE CAMP DES
TRAVAILLEURS



METZ

Travailleuses, travailleurs,

Ceux qui dirigent nous enfoncent dans la crise

et les guerres! Pourtant dans ces élections municipales, la plupart des candidats font comme si de rien n'était. Ils parlent d'embellir la ville, promettent plus de sécurité, de meilleurs logements ou des cantines moins chères... Que valent ces promesses quand toute la société va dans le mur ?

■ Le capitalisme, c'est l'exploitation

Salaires et pensions indignes, prix qui flambent, licenciements et précarité, cadences et charges de travail qui augmentent, divisions des travailleurs entretenues par les patrons et les politiciens: l'exploitation est de plus en plus féroce et la pauvreté grandit.

Tout cela pour enrichir une poignée de privilégiés! En dix ans, le nombre de milliardaires est passé de 39 à 145. Michelin, Stellantis, ArcelorMittal et les autres grands groupes qui ferment des usines réalisent des profits records.

■ Le capitalisme, c'est la guerre permanente

Partout, la course aux profits et les rivalités capitalistes poussent à la guerre, de l'Ukraine à la Palestine et l'Iran, en passant par le Congo et le Venezuela...

Le gouvernement ne trouve pas d'argent pour les hôpitaux, les écoles ou les communes, mais il réserve dix milliards pour construire un porte-avions. Et les hauts gradés nous enjoignent d'être « prêts à sacrifier nos enfants ».

Les capitalistes savent faire de l'argent dans la crise comme dans les guerres. Avec les politiciens qui défendent ce système, ils sont capables de détruire l'humanité et la planète.

Seule la volonté des travailleurs de s'organiser contre ce carnage capitaliste peut ouvrir une autre perspective à la société.

Liste conduite par



**Mario
RINALDI**
Mécanicien
de maintenance



**Oriane
DERMY**
Enseignante



IMS - 93500 PANTIN - 9 JANVIER 2026

Il ne faut ni nous taire ni nous résigner

Profitions de ces élections municipales pour nous rassembler et exprimer notre colère :

Refusons d'être sacrifiés pour les profits des capitalistes : les salaires, les pensions et les allocations doivent être indexés sur les prix ; contre le chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire !

Rejetons le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, et tout ce qui divise les travailleurs : nos ennemis sont les capitalistes qui nous exploitent, dressent les peuples les uns contre les autres et menacent l'avenir de l'humanité dans des guerres incessantes. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Pour que les richesses et les progrès permettent à chaque être humain de vivre dignement, il faut débarrasser le monde de l'exploitation, de la loi du marché et du profit, de la concurrence, des guerres et des frontières.

Envoyez au conseil municipal des femmes et des hommes qui vivent les difficultés et les préoccupations du monde du travail : ils seront un point d'appui dans toutes les luttes contre les capitalistes et l'État.

**Votez pour la liste
Lutte ouvrière -
Le camp des travailleurs,
conduite par Mario Rinaldi
et Oriane Dermý !**

Les candidats de notre liste sont des ouvriers, employés, cheminots, aides à domicile, soignants, enseignants, en activité, à la retraite ou en invalidité.

Voter pour eux, c'est rejeter les politiciens qui défendent ce système de plus en plus inégalitaire et barbare ; c'est affirmer que les travailleurs produisent tout, font tout fonctionner et sont capables d'organiser la société mille fois mieux que les capitalistes aveuglés par l'argent !

C'est la perspective communiste et révolutionnaire défendue par Lutte ouvrière.

**« Ouvriers, employés,
soignants,
cheminots,
éboueurs...**

**Les travailleurs font
tourner la société,
à eux de la diriger ! »**

lutte-ouvriere.org

**Liste soutenue
par Nathalie Arthaud**



© V. VIENNET



États-Unis - Europe: rivalités entre brigands impérialistes

Si les initiatives du président Donald Trump en politique extérieure peuvent apparaître désordonnées, il est évident qu'elles correspondent à un plan : réaffirmer l'hégémonie de l'impérialisme américain dans un certain nombre de domaines et sur un certain nombre de territoires sans éprouver le besoin d'y mettre les formes. On l'a vu avec l'offensive pour appuyer ses prétentions sur le Groenland en s'opposant aux Européens.

Pendant plusieurs semaines, Trump a affirmé qu'il était prêt à utiliser tous les moyens, y compris militaires, pour imposer au Danemark de lui céder le contrôle du Groenland. Après ces menaces, Trump a pu annoncer, mercredi 21 janvier, lors du Forum économique de Davos en Suisse, que « *le cadre d'un futur accord* » sur le Groenland avait été trouvé avec le secrétaire général de l'OTAN, l'ex-Premier ministre hollandais Mark Rutte.

Les États-Unis n'ont donc pas eu besoin de déployer une armada au Groenland, et n'ont probablement jamais envisagé de le faire. En réponse aux menaces de Trump, plusieurs États européens ont certes envoyé au total une quarantaine de soldats au Groenland pour montrer leur solidarité avec le Danemark, dont une quinzaine de soldats pour la France, et un nombre du même ordre pour l'Allemagne. Mais ceux-ci ne sont même pas restés quarante-huit heures. Le Royaume-Uni a annoncé l'envoi d'un unique officier. En réponse, Trump a dégainé une nouvelle arme en menaçant ces États d'une augmentation de 10 % des droits de douane dès le 1^{er} février, et de 25 % à partir du 1^{er} juin. Voulant entretenir l'image d'un chef d'État capable de tenir tête à Trump, Macron a parlé d'utiliser le « bazooka commercial », un ensemble de mesures de rétorsion



REUTERS / GUGLIELMO MANGIAPANE

Des soldats européens lors d'exercices militaires conjoints, au Groenland, le 17 septembre 2025.

consistant à limiter certaines importations en provenance des États-Unis et l'accès des entreprises américaines aux marchés publics européens. Mais ni lui ni la grande majorité de ses homologues européens n'avaient envie de s'engager dans une escalade et tous ont cherché au contraire à calmer le jeu. Cet épisode a montré une nouvelle fois à quel point les dirigeants européens étaient impuissants face aux pressions américaines.

Après l'annonce de Davos, la tension est donc retombée aussi rapidement qu'elle était montée. Trump a pu assurer qu'il n'avait

jamais eu l'intention d'employer la force et a levé toutes les menaces de sanctions douanières, mais taper brutalement sur la table avant d'engager des négociations fait partie de sa méthode habituelle. En tant que dirigeant de la première puissance mondiale, il se moque d'y mettre les formes. En définitive, les dirigeants européens ont pu être ofusqués d'avoir été traités sans ménagements particuliers, avec une brutalité qui rappelle celle dont eux-mêmes font preuve à l'égard des pays les plus pauvres.

Quand Trump déclare : « *Nous avons besoin du Groenland pour*

notre sécurité nationale, et nous le prendrons », il ne s'agit pas de la tocade d'un milliardaire illuminé. Cette île grande comme l'Europe de l'Ouest, peuplée seulement de 57 000 habitants, fait depuis longtemps l'objet de la convoitise américaine.

En 1867 déjà, le président des États-Unis Andrew Johnson proposa au royaume du Danemark de lui vendre le Groenland et l'Islande pour sept millions de dollars. Devant le refus des Danois, cette somme fut utilisée cette année-là pour acheter l'Alaska à la Russie.

LE GROENLAND, OBJET DE CONVOITISE DE LONGUE DATE

En 1946 encore, sous la présidence de Truman, les États-Unis proposèrent au Danemark d'échanger le Groenland contre 100 millions de dollars en or et des droits de développement de champs pétroliers en Alaska, offre qui fut à nouveau rejetée.

Le territoire groenlandais doit cet intérêt insistant à sa position stratégique et à ses ressources minières et énergétiques. Selon un rapport du Service géologique du Danemark et du Groenland (GEUS), il abrite des ressources « comparables à celles de régions minières bien établies comme l'Australie, le Canada et la Scandinavie », terres rares, lithium, graphite, titane et autres minerais stratégiques.

Conscient des problèmes posés par leur exploitation dans des conditions extrêmes, sous d'importantes couches de glace, le GEUS parie qu'avec « le déclin des ressources et la forte demande future en matières premières critiques, les gisements groenlandais pourraient devenir plus économiquement viables à l'avenir ». Quant à Trump, on peut ajouter qu'il a beau nier le réchauffement climatique, il sait tout de même en tirer des opportunités et des perspectives de profit. La fonte des glaces permet en effet d'espérer dans un avenir plus ou moins lointain des possibilités de mise en valeur de ces gisements ainsi que l'ouverture de nouvelles voies maritimes contournant le



Manifestation contre les déclarations de Trump, à Nuuk, capitale du Groenland, le 17 janvier.

continent américain par le nord. Et cet espoir suffit à aiguïser les appétits et les rivalités, car le fait de contrôler un territoire peut interdire à un concurrent de le faire dans l'avenir.

Dans le cas du Groenland, les États-Unis ont constamment entravé l'exploitation de ses ressources par d'autres pays. Pour ne parler que de l'histoire récente, lorsqu'une entreprise australienne a acquis, en 2007, la propriété du projet d'extraction de terres rares de Kvanefjeld, dans le sud de l'île, et a progressé dans les études de faisabilité, les États-Unis ont exercé à plusieurs reprises des pressions politiques pour tenter de l'évincer. Lorsque la société chinoise Shenghe Resources est devenue l'un des plus grands actionnaires du projet en 2017, les États-Unis, invoquant des préoccupations de sécurité nationale, ont collaboré avec des responsables politiques danois pour pousser le Groenland à adopter en 2021 de nouvelles normes environnementales concernant l'extraction minière. Elles ont directement conduit à la suspension de ce qui était alors le plus grand projet dans ce domaine hors de Chine. De telles ingérences ne sont pas des incidents isolés, mais font partie d'une stratégie systématique des États-Unis pour empêcher les concurrents d'accéder aux minéraux critiques du Groenland. Même en l'absence des titres de propriété qui obsèdent l'ancien promoteur immobilier Trump, la

mainmise des États-Unis sur l'île est bien réelle.

LA PRÉSENCE MILITAIRE AMÉRICAINE

Ce contrôle s'accompagne d'une présence militaire au Groenland qui date de la Deuxième Guerre mondiale. À la suite de la signature d'un accord avec le gouvernement danois, en exil après l'invasion allemande, des soldats américains y furent déployés dès le printemps 1941, avant même l'entrée en guerre officielle des États-Unis.

En 1951, un nouvel accord autorisa le gouvernement américain à créer une base aérienne à Pituffik, alors appelé Thulé, dans le nord-ouest de l'île. Les Inuits, qui peuplaient le Groenland bien avant sa colonisation par le Danemark, ne furent jamais consultés. En quelques mois, comme l'a rapporté le géographe et explorateur Jean Malaurie, présent sur les lieux, des milliers d'hommes, de navires et d'avions installèrent sur le désert de glace un complexe militaire équipé de radars et de pistes d'aviation, capable notamment d'accueillir des bombardiers porteurs de bombes nucléaires. Les habitants du village de Thulé furent déportés à 150 kilomètres plus au nord, dans quelques baraques construites à la hâte par le gouvernement danois.

Au milieu des années 1950, le

site de Thulé accueillit jusqu'à 10 000 personnes, ce qui en faisait l'une des bases américaines les plus importantes hors du territoire des États-Unis. Depuis la fin de la guerre froide, son effectif a considérablement diminué, limité aujourd'hui à 150 militaires environ, mais il demeure un élément important dans le dispositif américain de surveillance des satellites. L'un des enjeux des négociations engagées à Davos pourrait être d'autoriser la création de nouvelles installations militaires qui seraient placées officiellement sous souveraineté américaine.

Depuis son retour au pouvoir, Trump déclare que le Groenland est « *vital pour le Dôme d'or que nous construisons* ». Cette formule désigne un système d'interception de missiles inspiré du Dôme de fer israélien, intégrant radars hyperpuissants et satellites, censé protéger l'ensemble du continent américain. Cette nouvelle version de la « guerre des étoiles », évoquée sous la présidence de Bush junior, serait d'un coût faramineux : 175 milliards de dollars, d'après la Maison Blanche, et plus vraisemblablement plusieurs milliers de milliards de dollars, selon une étude d'un service de recherche du Congrès américain.

Au-delà de la question des ressources minières du Groenland, l'intérêt manifesté par les États-Unis pour cette région arctique s'inscrit aussi dans les plans de renforcement des capacités militaires élaborés par les généraux du Pentagone dans le cadre de la préparation d'une confrontation avec la Russie, et surtout avec la Chine. Mais les concurrents européens des États-Unis sont aussi priés de se plier aux ambitions américaines.

LES ÉTATS EUROPÉENS SOUS LA PRESSION PERMANENTE DES ÉTATS-UNIS

Depuis la crise groenlandaise, beaucoup de commentateurs se sont émus de l'attitude des dirigeants américains, capables de se retourner contre leurs alliés européens au point de les menacer



Theodore Roosevelt (au centre), futur président des États-Unis, alors commandant d'une unité pendant la guerre hispano-américaine de 1898, ici à Cuba.

sur le plan militaire. En fait ce n'est pas nouveau. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain entre 1973 et 1977, avait résumé à sa façon plus d'un siècle de l'histoire américaine, ponctuée de guerres contre des États européens, en déclarant : « *Être ennemi des États-Unis est dangereux, être son ami est fatal.* »

À la fin du 19^e siècle, le capitalisme américain en pleine expansion se heurta aux empires coloniaux de ses rivaux européens. Les États-Unis entrèrent en guerre contre l'Espagne en 1898 pour lui arracher Cuba et les Philippines, territoires auxquels ils imposèrent leur domination sans avoir besoin d'en faire juridiquement des colonies.

Pendant la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne s'affrontèrent pour le partage du monde, les États-Unis laissèrent d'abord les puissances européennes s'entretuer et s'affaiblir, se contentant de faire du commerce et de prêter de l'argent au camp anglo-français. Puis, en 1917, après trois années de carnage, ils intervinrent contre l'Allemagne, qui semblait prendre l'avantage sur ses adversaires.

Cette boucherie monstrueuse, qui épuisa humainement et matériellement les États européens,

les vainqueurs autant que les vaincus, permit aux États-Unis de s'imposer comme « *le maître de l'humanité capitaliste* », selon une formule utilisée par Trotsky dans un discours prononcé en 1926. Celui-ci poursuivait : « *Que veut le capital américain ? [...] Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. [...] En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre.* »

Quand, lors de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis entrèrent en guerre une nouvelle fois contre l'Allemagne, le vrai objectif n'était pas de « *défendre la démocratie contre le nazisme* », mais de faire prévaloir leurs

intérêts et d'imposer leur domination à l'ensemble de la planète.

Le seul État qu'ils ne purent soumettre à leur tutelle dans cette période fut l'Union soviétique. La révolution de 1917 en Russie avait permis à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, d'exproprier la bourgeoisie et de bâtir son propre État. Celui-ci fut capable de résister victorieusement aux interventions de toutes les puissances capitalistes et aux tentatives de renversement qu'elles suscitèrent. Mais, affaibli et resté isolé suite à l'échec de toutes les autres révolutions prolétariennes, il connut une dégénérescence bureaucratique et la nouvelle couche dirigeante, avec Staline à sa tête, avait comme seul objectif de se faire accepter par l'impérialisme. Les dirigeants américains purent donc conclure une alliance avec l'URSS pour l'emporter face à l'Allemagne. Au lendemain de la guerre, ils durent lui reconnaître, contraints et forcés, la tâche de maintenir l'ordre dans la partie orientale de l'Europe occupée par l'armée soviétique en empêchant l'éclatement de révolutions ouvrières. Mais, en réalité, ils n'acceptaient pas qu'une partie du monde puisse échapper à leur emprise. À partir de 1947, ce fut la « guerre froide » contre l'URSS. Les alliés de l'impérialisme américain durent se ranger sous sa férule.

L'OTAN, BRAS ARMÉ DES ÉTATS-UNIS

Créée en 1949, l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) était l'alliance militaire du bloc occidental face au bloc soviétique. Pour lui faire pièce, l'URSS mit en place, en 1951, une organisation similaire, le Pacte de Varsovie. Si, depuis la naissance de l'OTAN, son secrétaire général est traditionnellement un Européen, le poste de commandant suprême des forces alliées en Europe revient toujours à un général américain. Rien dans les statuts de l'Alliance atlantique ne prévoit cette répartition des rôles, mais les États-Unis n'ont jamais envisagé qu'il en soit autrement.



Le siège de l'OTAN à Bruxelles, lors de son inauguration en 2017. Il a coûté plus d'un milliard d'euros.

La disparition de l'URSS en 1991 entraîna la fin du Pacte de Varsovie, mais pas celle de l'OTAN. Au contraire, celle-ci intégra de nouveaux membres issus de l'éclatement du bloc de l'Est. Cette politique d'encerclement progressif de la Russie finit par amener Poutine à décider d'envahir l'Ukraine en 2022 pour tenter de la maintenir dans sa sphère d'influence. Les États-Unis se servirent aussi de l'Alliance atlantique pour intervenir en 1999 contre la Serbie, dans l'ex-Yougoslavie, puis à partir de 2001 en Afghanistan, où des dizaines de milliers de soldats européens furent déployés. Trump a évoqué récemment leur rôle avec sa désinvolture habituelle en déclarant : « *Ils se sont tenus loin des zones de combat* ». Mais environ un millier d'entre eux trouvèrent la mort en participant à la plus longue guerre menée par l'impérialisme américain.

Pour flatter son électorat plutôt isolationniste, Trump ne manque jamais une occasion de déclarer que l'OTAN n'apporte pas grand-chose aux États-Unis. Il se garde bien d'évoquer les marchés que cette organisation militaire intégrée garantit aux industries américaines de l'armement. Au sommet de l'OTAN à La Haye en juin 2025, Trump a exigé des membres de l'Alliance qu'ils augmentent leur contribution et la portent d'ici à 2035 à 5 % de leur PIB. Ces milliards supplémentaires iront en grande partie gonfler les carnets de commandes de Lockheed Martin, Boeing et autres fabricants américains d'armement. Les dirigeants européens ont accepté d'autant plus facilement de se

soumettre à cette exigence américaine qu'eux-mêmes sont engagés dans une politique de « réarmement » et d'augmentation des budgets militaires. Quand le Premier ministre espagnol a exprimé la velléité de se soustraire à cette obligation, il s'est attiré les foudres de tous les participants du sommet, unanimes à proclamer que la discipline devait être respectée au sein de l'Alliance. Les États européens veulent être prêts à mener « une guerre de haute intensité », suivant l'expression employée par les états-majors, mais ils n'envisagent pas de s'opposer à la tutelle américaine, et sans doute ne le peuvent-ils pas.

DES EUROPÉENS RÉDUITS À LA PORTION CONGRUE

Les États-Unis sont donc loin de se désengager de l'OTAN. Depuis la récente réorganisation des postes militaires, rendue publique le 6 février, le commandement des forces maritimes est occupé par un officier américain, alors que ce poste revenait traditionnellement jusque-là à un représentant de la Royal Navy britannique. Les États-Unis, qui dirigeaient déjà les forces terrestres et aériennes, viennent donc de renforcer encore leur contrôle sur l'appareil militaire de l'OTAN, une organisation qu'ils considèrent toujours comme un instrument militaire au service de leurs intérêts.

La guerre en Ukraine a fourni aux États-Unis une occasion de réduire encore la part concédée à leurs concurrents européens.



Trump annonçant des augmentations générales des taxes douanières, le 2 avril 2025, à Washington.

Leurs capitaux ont pu faire main basse sur des pans entiers de l'économie ukrainienne. Leurs trusts se sont enrichis au travers des fournitures d'armes et de bien d'autres matériels. Et les États-Unis ont profité des sanctions sur le gaz et le pétrole russes pour imposer à leurs concurrents européens de se mettre sous leur dépendance.

Durant la même période, en août 2022, le président américain Biden a fait voter un plan de 400 milliards de dollars, l'IRA (loi de réduction de l'inflation), pour inciter les entreprises étrangères à venir produire sur le sol des États-Unis en leur offrant des subventions. L'État américain a alors envoyé des émissaires en Europe démarcher directement les principaux groupes pour les convaincre de déménager leurs usines, en leur offrant de s'occuper de presque toutes les démarches.

Un cran supplémentaire a été franchi dans cette guerre commerciale quand, en avril 2025, Trump, revenu à la Maison Blanche, a annoncé une hausse générale des droits de douane sur les produits importés aux États-Unis. Tous les États ainsi que les plus grandes entreprises ont envoyé leurs représentants à Washington négocier leurs conditions d'accès au marché américain, débouché essentiel pour les capitalistes européens. Certains d'entre eux ont fait le déplacement personnellement, comme le milliardaire français

Bernard Arnault, qui est allé plaider directement sa cause auprès de Trump.

Après plusieurs mois de tractations entre l'administration américaine et les représentants de l'Union européenne (UE), un accord commercial a été finalement conclu en juillet 2025. La plupart des exportations de l'UE vers les États-Unis sont donc désormais soumises à une taxe de 15 %, et même de 50 % concernant l'acier et l'aluminium. De leur côté, les Européens n'ont pris aucune mesure de rétorsion et n'ont décidé aucune augmentation de taxes. Pour la plupart, ils se sont déclarés satisfaits, estimant en substance que cela aurait pu être pire et qu'ils n'avaient d'autre choix que de se soumettre à cet allié décidément très exigeant.

L'UE a dû en outre promettre 600 milliards de dollars d'investissements sur le territoire américain et 750 milliards d'achats énergétiques sur les trois prochaines années, une capitulation symbolique qui a permis à Trump de clamer victoire.

Après plus de 70 ans d'un prétendu processus d'unification, les bourgeoisies européennes ont été incapables de surmonter leurs divisions et de se doter d'un État unique. L'Union européenne ne constitue qu'une alliance, difficilement conclue, incomplète et toujours susceptible d'être remise en cause, entre des États qui demeurent avant tout soucieux de défendre les intérêts particuliers de leurs bourgeoisies nationales.

Concurrentes entre elles, les bourgeoisies d'Europe sont bien incapables de résister aux diktats de l'impérialisme américain, plus que jamais « le maître de l'humanité capitaliste ».

L'ENNEMI PRINCIPAL DES TRAVAILLEURS EST DANS LEUR PROPRE PAYS

La classe ouvrière n'a pas à soutenir un camp dans cet affrontement entre puissances capitalistes, car elle en est la première victime. Partout ce sont les travailleurs qui payent les conséquences de la concurrence capitaliste en se retrouvant privés de toute ressource, du moyen de se loger, de se soigner. Si la guerre économique entre capitalistes débouche sur une généralisation des conflits militaires, les gouvernements n'hésiteront pas à mobiliser la jeunesse et à l'envoyer mourir sur les champs de bataille. Comme dans le passé, lors des précédentes guerres mondiales, lors des guerres coloniales, lors des interventions militaires qui ont ensanglanté tous les continents ces dernières décennies, les discours nationalistes, les mensonges sur la nécessité de défendre la patrie ou la démocratie serviront à masquer le fait que les travailleurs et les classes populaires seront envoyés mourir pour les intérêts des industriels, des financiers et des marchands de canons.

Comme l'écrivait Trotsky en 1926, les affrontements des intérêts impérialistes sont « *gros de guerres et de bouleversements révolutionnaires* », et dans chaque pays, les travailleurs devront défendre leurs propres intérêts contre ceux de leur bourgeoisie. Pour en finir avec ce système capitaliste en faillite, ils devront prendre le pouvoir et exproprier la bourgeoisie. La classe ouvrière sera alors en mesure de mettre en œuvre son programme de transformation sociale et d'édifier une société organisée de façon à satisfaire les besoins du plus grand nombre.

19 février 2026



Gouvernement Meloni: la liberté la mieux protégée est celle d'exploiter les travailleurs

Cet article est une traduction de la revue *Lotta di classe* éditée par nos camarades de L'Internazionale (UCI – Italie).

En Italie, les effets de la guerre mondiale du capital contre les travailleurs sont évidents. Si l'on se limite aux faits les plus récents, rapportés par la presse, on a assisté à une multiplication des agressions physiques, perpétrées par des employeurs ou leurs sbires à l'encontre d'ouvriers, lors de leurs piquets de grève. Le cas le plus récent s'est produit à Prato, près de Florence, le 16 novembre 2025, une ville où sont installées des milliers d'entreprises textiles intermédiaires de l'industrie chinoise et asiatique qui fournissent les grandes entreprises européennes du secteur. Ce jour-là, les patrons de plusieurs entreprises installées

dans un centre commercial de vente en gros sont sortis dans la rue pour agresser, avec l'aide d'une vingtaine de voyous, les ouvriers qui protestaient contre leurs conditions de travail. Mais dans d'autres villes, des incidents du même genre se sont multipliés ces derniers temps, chaque fois que des ouvriers luttent pour des conditions de travail plus acceptables, lors de grèves souvent organisées par des syndicats de base. Leurs revendications étaient simplement d'obtenir le respect des conventions collectives, au lieu d'être contraints de travailler dix ou douze heures par jour, sept jours sur sept.

UNE POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE À TOUS ÉGARDS

Ces entreprises traitent les travailleurs de manière tout à fait illégale, mais la justice tarde, et le mot est faible, à prendre des mesures contre leurs patrons. Le fait que les patrons étaient chinois et les ouvriers pakistanais a fait dire aux commentateurs réactionnaires qu'il s'agissait d'un problème ne concernant que les immigrés. Mais cela confirme au contraire que la nationalité des uns et des autres n'est pas le problème : dans chaque pays, il y a des exploités et des exploitateurs et les travailleurs italiens font partie des premiers.

Combien d'ouvriers sont-ils exploités en dehors des limites légales et contractuelles en Italie ? Il n'y a, bien sûr, pas de chiffres précis, mais selon les données du ministère de l'Économie et des Finances lui-même sur ce qu'il définit comme le secteur de l'« économie souterraine », celui-ci représente un chiffre d'affaires de plus de 180 milliards d'euros, 217 milliards selon l'Institut national de statistiques (Istat). Cela inclut sans aucun doute, au moins en partie, des cas comme celui de Prato. Au total, un dixième du PIB italien est généré par le travail au noir.

Les secteurs les plus concernés, outre les services à la



Des travailleurs de la sous-traitance textile en grève à Prato, près de Florence, en 2025. «Dignité au travail, stop à la sous-traitance sans droits.»



Dans un atelier textile à Prato.

personne, sont l'agriculture, la construction, le textile et le commerce de gros et de détail. Des enquêtes récentes, qui ont impliqué des marques de mode célèbres, montrent que le travail effectué dans des conditions inhumaines est à la base de la « chaîne de valeur » de marques telles que Tod's, Piana, Valentino et Armani. Pratiquement toutes les entreprises qui constituent la « fierté du made in Italy » sont concernées. Alors que les avocats de ces entreprises cherchent désespérément des subterfuges pour dégager la responsabilité des propriétaires des entreprises de ce qui se passe dans le monde de la sous-traitance, le gouvernement veut faire passer des lois « ad hoc ». C'est le cas d'un amendement qui a été présenté à la commission de l'industrie du Sénat, dans le cadre d'un projet de loi qui sera bientôt présenté. Selon le quotidien *Corriere della Sera* du 16 octobre 2025, il « vise à dégager les grandes maisons de couture de leur responsabilité pour les violations du droit du travail commises par les fournisseurs et les sous-traitants en bas de la chaîne d'approvisionnement [et] à simplifier les procédures pour les donneurs d'ordres, en leur permettant d'échapper aux sanctions prévues par le décret 231/2001 s'ils démontrent avoir

adopté des modèles d'organisation et de contrôle adéquats pour prévenir les infractions. »

Il faut mesurer le poids économique du travail illégal ou semi-légal, qui comprend par exemple le fait de faire signer au travailleur un contrat qui concerne une catégorie professionnelle différente de celle à laquelle il appartient effectivement et qui est bien moins rémunérée, de le faire travailler beaucoup plus d'heures que celles convenues, de ne pas payer les heures supplémentaires, etc. On comprend alors que la politique de la Ligue de Matteo Salvini

et des autres partis au pouvoir, qui vise à rendre presque impossible une vie normale aux travailleurs immigrés, sert les intérêts de secteurs importants de la bourgeoisie « respectable » et peut-être même « progressiste ». Ainsi une main-d'œuvre nombreuse vit dans la terreur constante d'être expulsée, de perdre son logement, de ne pas pouvoir rejoindre sa famille, etc., et devient une fraction de travailleurs plus facile à exploiter sans limite. Et c'est elle, sans surprise, qui constitue la plus grande partie des derniers maillons de la chaîne de la sous-traitance.

Toutes les campagnes « culturelles » menées par la droite et l'extrême droite aujourd'hui au gouvernement, contre l'islam, pour la surveillance des mosquées, contre le port du voile et autres, font également partie de ce projet réactionnaire. La droite italienne se dit horrifiée par les coutumes islamiques lorsque ces « sentiments » servent à persécuter les familles les plus pauvres, mais lorsqu'il s'agit de commercer et de faire des profits avec les États qui se basent sur la loi coranique, toutes ses méfiances fondent comme neige au soleil. En 2024, l'Italie a exporté pour près de 8 milliards d'euros vers les Émirats arabes unis et pour plus de 6 milliards vers l'Arabie saoudite. Les exportations ont augmenté au cours du premier semestre de l'année 2025, respectivement de 18 % et 5,7 %.



Meloni aux anges après la signature d'un accord «commercial et stratégique» c'est-à-dire orienté vers l'armement avec l'Arabie saoudite, en janvier.

AGENZIA NOVA

En Italie, la bourgeoisie trouve aujourd'hui un climat politique propice pour développer la répression dans les entreprises et « simplifier » les procédures de licenciement, comme c'est le cas dans les supermarchés Pam. La direction de l'entreprise y a lâché des inspecteurs qui, se faisant passer pour des clients, cachaient des produits dans leur caddie sans les montrer aux employés des caisses. Ils pouvaient ensuite leur reprocher leur négligence, comme s'ils avaient eu également pour tâche de jouer les policiers. Conséquences de telles provocations, trois caissiers ont déjà été licenciés à Livourne et à Sienne, et 45 ont été mis à pied à Campi Bisenzio, près de Florence. Les travailleurs licenciés ont tous de l'ancienneté, deux d'entre eux sont des délégués syndicaux, tous pourront être remplacés par du personnel précaire, moins bien payé et, espère la direction, plus « malléable ».

La volonté du gouvernement Meloni de défendre au mieux les intérêts du patronat et sa conception des libertés syndicales est également illustrée par le groupe « d'experts », aux ordres de la coalition de droite, qui travaille à l'élaboration d'une nouvelle loi qui doit diminuer encore le droit de grève dans la fonction publique, les services et les transports. Elle vise, entre autres, à imposer l'obligation d'une « adhésion préalable » des travailleurs à la grève, afin de permettre aux administrations concernées de prendre « les mesures appropriées pour assurer le bon déroulement des activités habituelles ». Entre-temps, la Commission de garantie officielle instituée pour réglementer les grèves dans les services publics essentiels a donné son feu vert aux sanctions contre le syndicat de base USB, pour avoir organisé une grève générale, le 3 octobre 2025, contre le génocide palestinien.

Cela correspond à une évolution qui a lieu dans le reste du monde. Non seulement les conditions matérielles des travailleurs se détériorent, mais on s'attaque aussi à leurs capacités d'organisation et de résistance.

LA GRANDE BOURGEOISIE ET L'ÉTAT

De l'autre côté de la société, bien sûr, les problèmes sont autres. La grande bourgeoisie n'a pas manqué de faire savoir au gouvernement ce qu'elle attend de lui. Emanuele Orsini, président de la confédération patronale, la Confindustria, a résumé ainsi la position des industriels lors de l'Assemblée nationale des producteurs d'acier, à Dalmine, dans la province de Bergame : « Avec le gouvernement, nous devons créer les conditions nécessaires à la sécurité des investissements. Car il nous est impossible d'être compétitifs seuls. » Dans le cas contraire, a-t-il averti, « nous, les entrepreneurs, nous nous levons, nous prenons nos valises et nous partons ailleurs, si les conditions y sont plus favorables ». C'est très clair : pour faire fonctionner leurs entreprises en Italie, les industriels ont besoin d'argent public et, entre les allègements fiscaux, les incitations, les taux avantageux et autres, tout doit contribuer à rendre la poursuite de la production rentable. Sinon, « ils prendront leur valise ». Or ces besoins économiques des grandes entreprises se heurtent aux « restrictions » imposées par les règles communautaires qui ont déjà abouti à mettre l'Italie sous procédure d'infraction pour déficit public trop élevé. Aussi la lutte pour accaparer la plus grande part possible d'argent public s'est intensifiée lors de la préparation de la loi de finances.

Dans une interview au quotidien *La Stampa* du 30 octobre, l'ancien ministre de l'Économie du premier gouvernement Conte, Giovanni Tria, a fait un commentaire quelque peu décalé sur les revendications des entrepreneurs. « Un entrepreneur ne doit pas nécessairement être incité à investir, car c'est l'un de ses principaux devoirs », a-t-il déclaré à propos de la nécessité d'investir et du fait que les entreprises demandent pour cela de nouvelles aides. C'est avouer que « le roi est nu ! » La symbiose entre le capital et l'État est en effet si avancée qu'il est admis comme naturel que pour pouvoir réaliser des profits, les patrons exigent de recevoir des fonds publics.

Mais le rôle de l'État dans le capitalisme italien ne se limite pas à servir de béquille aux grandes entreprises grâce à diverses aides et incitations économiques. Parmi les dix premières sociétés anonymes cotées à la Bourse de Milan, sept sont sous contrôle de l'État, soit par l'intermédiaire du ministère de l'Économie et des Finances, soit par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Cela crée évidemment des liens très particuliers avec les organes du gouvernement, la haute bureaucratie, les partis parlementaires et leurs courants. De plus, six de ces sociétés étant liées au secteur de l'énergie, il est clair qu'il existe un rapport direct entre les profits de ces entreprises, la politique économique et la politique étrangère du gouvernement.

L'industrie capitaliste est



Au micro, Emanuele Orsini, président de Confindustria, le Medef italien, prétend « faire bouger l'Italie ».

donc fortement sous influence de l'État au sens où les quelques géants de l'industrie sont presque tous publics ou semi-publics. Les énormes profits de ces entreprises sont distribués de différentes manières, selon que leur actionnariat est totalement ou partiellement public. Depuis des décennies, une fraction de la bourgeoisie très directement liée à l'État s'approprie ces profits par des moyens indirects, salaires élevés, primes astronomiques, et mille et une astuces administratives qu'une armée d'avocats et de comptables est capable d'inventer.

« GÉNIE » ITALIEN ?

La petite taille de la grande majorité des entreprises est une autre caractéristique du capitalisme italien. Selon les données de l'Unioncamere, qui regroupe les chambres de commerce, 5 063 000 entreprises étaient enregistrées en 2025, ce qui représente une entreprise pour 11,6 habitants. Mais le chiffre qui illustre le mieux cette fragmentation est celui des grandes entreprises de 250 salariés et plus, qui dans l'Union européenne représentent 0,2 % du total mais emploient plus d'un tiers de la main-d'œuvre et génèrent la moitié du chiffre d'affaires net. En Italie, le nombre de ces entreprises est de moins de 4 200, elles représentent 0,1 % du total et emploient 23 % des salariés. Même s'il faut considérer ces données avec prudence, car elles varient considérablement selon les sources, on peut y voir un portrait fidèle du capitalisme italien, dans lequel les petites et très petites unités de production absorbent une main-d'œuvre bien supérieure proportionnellement à ce qui se passe dans les plus grands pays européens.

Ce grand nombre d'entreprises recouvre différents phénomènes. L'un d'eux est de masquer des relations de travail qui sont en réalité des relations de dépendance. Pour de nombreux travailleurs, « créer une entreprise » est un moyen de conserver leur emploi, à moindre coût pour les employeurs. C'est l'une



« Personnel sanitaire en révolte : de l'argent pour la santé ! »

des explications de la croissance du nombre d'entreprises enregistrées au cours des 25 dernières années (+16 %). Mais pour les militants de la classe ouvrière, cette fragmentation constitue un obstacle à l'organisation du prolétariat et se trouve à la base de toute une série de fragilités, des salaires bas au travail au noir, en passant par un nombre élevé de morts au travail.

Les porte-parole du monde des entreprises ne cessent de répéter qu'en Italie « il est difficile de faire des affaires », mais les chiffres les contredisent. La justification idéologique qu'ils donnent à l'incohérence de leurs affirmations est généralement l'existence d'un « génie » italien. Par exemple, selon le directeur général d'une société de conseils et de services aux petites et moyennes entreprises, Verum Partners, « l'Italie reste une terre riche en personnes géniales et entreprenantes ». Mais il ajoute que « ceux qui font des affaires doivent surmonter des obstacles et des difficultés et doivent donc être soutenus et aidés ». Et c'est précisément à cela que sert son entreprise.

Le nombre de petites et très petites entreprises augmenterait donc, bien que le contexte de réglementations et de pratiques bureaucratiques entrave l'activité entrepreneuriale. C'est du moins ce qu'affirment tous les organes de presse et tous les représentants du monde des entreprises. L'explication de ce phénomène étrange serait le « génie » et « l'esprit d'initiative » des

entrepreneurs italiens, une explication qui frôle le racisme avec l'idée d'une sorte de supériorité raciale ou nationale supposée des Italiens. Dommage que, là encore, les données contredisent cette idée, car c'est surtout le nombre d'entreprises appartenant à des immigrés, dont 80 % proviennent de pays non européens, qui augmente.

La réalité est qu'il existe une sorte de tolérance institutionnalisée à l'égard du non-respect des règles fiscales, sanitaires et de sécurité au travail. Depuis des décennies, l'État ferme les yeux. Pourquoi ? Parce que de telles petites entreprises, commerciales ou autres, remplissent une fonction de soupape et d'amortisseur social du chômage. Cela implique diverses formes d'auto-exploitation avec des horaires prolongés au-delà de toute raison et la crainte constante d'être écrasé par le marché. C'est ainsi qu'une masse d'exploités qui n'ont pas le statut de salariés peuvent avoir l'illusion d'être des « entrepreneurs » et devenir une catégorie facilement mobilisable dans les campagnes politiques menées pour défendre la « liberté d'entreprise », contre la « bureaucratie » et aussi contre les syndicats. Ce sont autant de miroirs aux alouettes pour une petite-bourgeoisie marginale qui, croyant souvent lutter contre la toute-puissance du grand capital, finit par en devenir une masse de manœuvre manipulable.

LES INÉGALITÉS SOCIALES SE CREUSENT

Bien que le gouvernement Meloni se vante d'avoir élaboré une loi de Finances en faveur des classes moyennes et des couches les plus défavorisées de la population, après trois ans de gouvernement les principales tendances en matière de répartition des richesses et de niveau des salaires se sont renforcées.

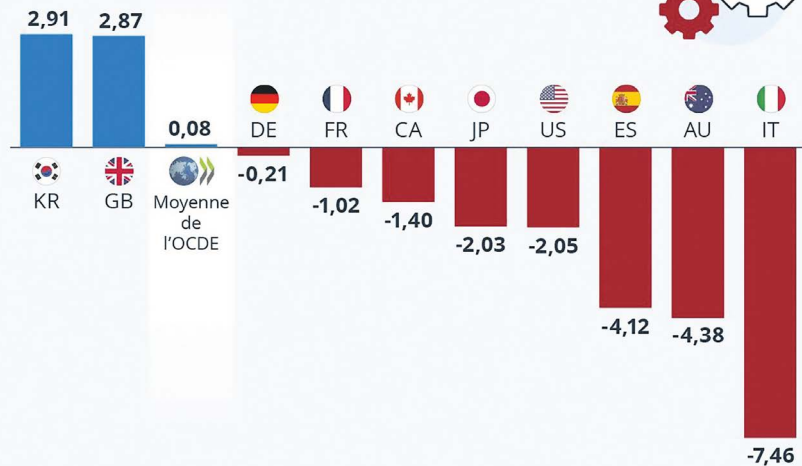
Un terme de comparaison du poids économique des classes les plus riches est, par exemple, l'augmentation de la richesse détenue par les 71 milliardaires italiens connus du fisc au cours de l'année 2024, soit 61,1 milliards d'euros (données Oxfam). À titre de comparaison, la loi de Finances de l'année « pèse » environ 18,7 milliards d'euros, soit moins d'un tiers de l'augmentation de la richesse des 71 personnes au sommet de la classe bourgeoise !

L'augmentation des inégalités est confirmée par la comparaison entre la part de richesse des 10 % les plus riches et celle des 50 % les plus pauvres au cours des quinze dernières années. Ainsi, les plus riches possédaient 52,5 % de la richesse en 2010 et en possèdent 60 % aujourd'hui. La moitié la plus pauvre, en revanche, est passée de 8,3 % de la richesse à 7,4 % actuellement.

La croissance prévue, mesurée par le PIB, varie selon les estimations entre 0,6 % à la fin de l'année et en 2026 selon l'OCDE, et 0,9 % d'après les évaluations de la Commission européenne. Il s'agit là de pourcentages très modestes, tous inférieurs à 1 %, nettement inférieurs à ceux de la zone euro, qui frôlent pourtant eux aussi la stagnation. Cela juge la vantardise du gouvernement Meloni selon laquelle « nous faisons mieux que les autres économies européennes ». Mais cela n'empêche pas, comme on l'a vu, l'augmentation des richesses de la grande bourgeoisie, à laquelle personne n'envisage de toucher et qui sont considérées comme intangibles. Chaque fois qu'il est question d'impôt sur la fortune, de grands cris s'élèvent contre les mesures « communistes » redoutées. Cela a été le cas, par

La hausse des salaires a-t-elle compensé l'inflation ?

Variation des salaires horaires réels entre le T1 2021 et le T1 2025, en %



Source : OCDE

statista

Perte de pouvoir d'achat des salariés en quatre ans : l'Italie est la plus touchée.

exemple, face à la proposition du syndicat CGIL de taxer par une « contribution de solidarité » le 1 % de la population possédant un patrimoine supérieur à deux millions d'euros. Selon Landini, secrétaire de la CGIL, cette taxe permettrait de récolter 26 milliards d'euros par an qui seraient consacrés à la santé, à l'aide aux personnes dépendantes et au logement social.

Mais l'égoïsme de classe de la grande bourgeoisie s'étend à son propre système, car si tous les experts économiques s'accordent à dire que les investissements,

la recherche et la formation des jeunes seraient la clé de la relance du capitalisme italien, aucun milliardaire ou millionnaire italien ne s'est manifesté pour annoncer sa volonté de céder une infime partie de sa fortune à financer toutes ces bonnes intentions. Pourtant, les 71 riches déjà cités possèdent selon les données officielles 272,5 milliards d'euros, et la seule richesse en titres boursiers des dix premiers détenteurs d'actions s'élève à 116 milliards. Pour tous ces gens, la relance de l'économie nationale, c'est-à-dire de leur économie capitaliste, doit



Dans le bâtiment et les travaux publics, emploi précaire et bas salaires.

être payée par tous les autres !

La situation économique des salariés a été décrite sous toutes les coutures, y compris par la presse bourgeoise. Il suffit de rappeler ici que, selon l'OCDE, entre 2021 et 2025, les salaires réels italiens ont diminué de 7,5 %, « la baisse la plus importante des salaires réels parmi toutes les principales économies ». Selon l'Istat, sur un total de 23 millions de personnes ayant un emploi, 10,02 % sont des travailleurs pauvres, c'est-à-dire dont le salaire est inférieur à 60 % du revenu médian national¹. L'incidence de la pauvreté absolue parmi les ménages dont le chef de famille a un emploi est de 8,7 %, mais elle atteint 15,6 % lorsque le chef de famille est ouvrier. La pauvreté, vue sous cet angle également, augmente. Selon la Caritas, organisation catholique de bienfaisance, le nombre de familles indigentes a augmenté de 43 % au cours des dix dernières années. Aujourd'hui, environ un dixième de la population est pauvre.

Dans un éditorial du *Corriere della sera* du 19 novembre 2025, Antonio Polito souligne les conséquences de ces bas salaires sur les jeunes générations. Il fait notamment le lien entre ceux-ci et la fuite de la main-d'œuvre hors du pays. Ainsi, écrit-il : « Six millions et demi de nos compatriotes vivent déjà à l'étranger (un million de plus que les étrangers résidant en Italie) ; et le flux ne cesse de croître. Il s'agit en grande partie de jeunes et de jeunes adultes. Une véritable fuite : + 38 % en un an... Un infirmier en Italie gagne 1,8 fois moins qu'en Allemagne, un médecin 1,1 fois moins. Pour chaque centaine d'euros de salaire de nos enseignants, leurs homologues allemands en touchent 211, dans des conditions économiques semblables. Ne partiriez-vous pas vous aussi ? » Polito fait référence aux travailleurs les plus qualifiés, mais le total comprend également 30 % de jeunes qui n'ont même pas de diplôme et trouvent du travail comme ouvriers.

LUTTER POUR UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE

La crise systémique du capitalisme transparaît dans tous les aspects de l'organisme social. Dans chaque pays, cette crise se développe de manière spécifique, car la manière dont le capitalisme s'y est développé est spécifique. Il ne s'agit plus tant de mesurer les indicateurs économiques que de constater l'effondrement progressif de tout ce qui constituait, jusqu'à il y a quelques années, dans les pays les plus développés, la base matérielle d'une certaine tranquillité, d'une certaine confiance en l'avenir pour la majorité de la population. Après plus de deux cents ans d'histoire, après une succession d'innovations formidables dans le domaine de la science et de la technologie, le capitalisme industriel moderne ne parvient même pas à garantir un niveau de vie décent aux travailleurs. Et tout montre que, laissée

à elle-même, la situation va empirer. Sur tous les autres aspects qui englobent la vie des sociétés humaines, la situation n'est pas meilleure. La guerre est devenue une menace permanente, même en Europe, tandis que la destruction, l'empoisonnement et le gaspillage des ressources naturelles se poursuivent. Les montagnes d'analyses, de recherches et d'études scientifiques qui mettent en évidence le danger mortel que ce comportement représente pour l'humanité, sont en fait ignorées, voire ridiculisées comme de l'alarmisme... idéologique.

Le communisme en tant qu'organisation sociale, en tant que société humaine pleinement maîtresse des ressources disponibles et des moyens d'en créer d'autres, en tant que mouvement qui libère le travail humain de l'asservissement au capitalisme, est la seule réponse possible, le seul espoir pour ne pas sombrer dans la barbarie.

19 novembre 2025



1920 : occupation d'usine.

1 L'Insee considère que le « seuil de pauvreté » correspond à un salaire égal à 60 % du revenu médian national. Selon ce critère, ce seuil était en 2023 de 1 030 euros par mois en Italie et de 1 278 euros par mois en France.



Guerre économique dans l'industrie chimique

Depuis 2022, les attaques se succèdent contre les travailleurs de l'industrie chimique en Europe. Rien qu'en France, ExxonMobil, Solvay, Domo, Vencorex, Arkema ont licencié ou fermé des sites de production. En 2023, le leader mondial, le groupe allemand BASF, a annoncé la suppression de 2 600 postes en Europe et la fermeture de plusieurs usines, puis en octobre une saignée supplémentaire de 600 emplois sur son site d'Anvers.

Le secteur de la chimie illustre la crise actuelle de l'économie capitaliste : les capacités de production n'ont jamais été aussi grandes dans le monde, mais le marché se restreint. La concurrence s'exacerbe à l'échelle mondiale, sur fond de guerres et de politiques protectionnistes qui modifient les rapports de force. Les capitalistes de la chimie en Europe prennent prétexte des conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix de l'énergie et de la concurrence chinoise pour justifier leur guerre sociale et mendier des aides publiques. Mais ils cherchent surtout à maintenir leurs profits en risquant la peau des travailleurs, et en laissant vieillir des installations dans lesquelles ils n'ont pas voulu investir.

LA CHIMIE, INDUSTRIE DES INDUSTRIES

L'industrie chimique, née avec la révolution industrielle, produit essentiellement pour les autres industries : les matières plastiques sont présentes dans les textiles artificiels, l'automobile, le bâtiment (dans les revêtements, les isolants ou l'emballage) ; d'autres produits sont utilisés dans les peintures, les additifs alimentaires, la pharmacie, l'électronique et l'informatique.

Au fil des faillites, des rachats,



Plateforme chimique intégrée de BASF à Ludwigshafen, en Allemagne.

des crises et des guerres, de grandes entreprises ont émergé de la multitude d'entreprises concurrentes des origines. Produisant d'abord pour leur marché national, elles ont étendu leurs tentacules sur le monde entier : DuPont, Dow Chemical et Monsanto aux États-Unis, Pechiney et Rhône-Poulenc en France, BASF et Bayer en Allemagne.

Les ouvriers de la chimie subissent les rythmes épuisants et usants pour la santé du travail posté. Pour des raisons essentiellement techniques, mais aussi de recherche de rendement, l'essentiel des installations chimiques

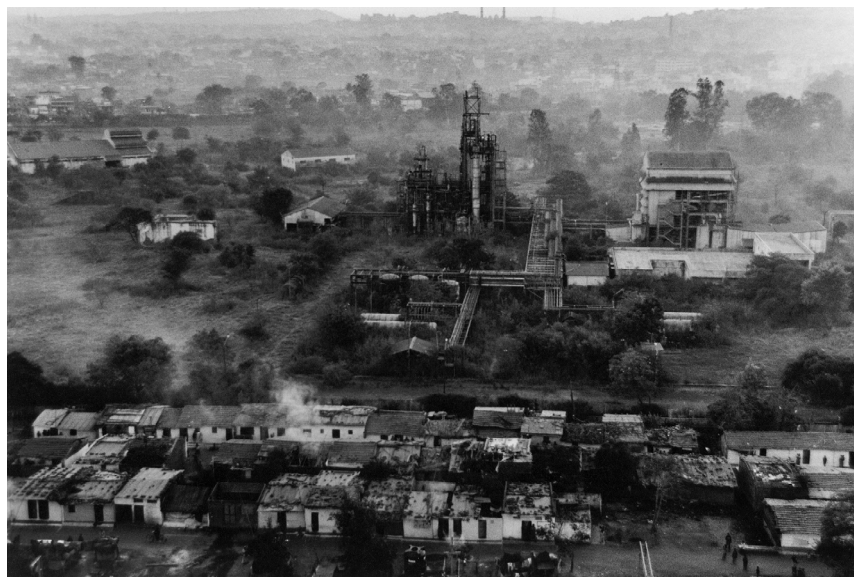
fonctionne en continu : des opérations se font à chaud sur des matières qu'il est impossible de laisser refroidir sans risquer de boucher les conduites et d'arrêter les installations pour plusieurs semaines. Les travailleurs qui contrôlent ces installations sont donc présents 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, selon des roulements complexes qui alternent des matinées, des après-midi, des nuits (rythme posté 4 × 8 ou 5 × 8), ou des alternances de postes de 12 heures de jour et de nuit, y compris le week-end et les jours fériés, et qui imposent de vivre en décalage avec l'ensemble de la vie sociale...

Cette industrie manipule, utilise et fabrique des produits dangereux, et sa gestion par les capitalistes, avec son cortège d'économies sur le personnel et la maintenance, a provoqué de nombreuses catastrophes industrielles meurtrières : la pire, l'explosion à Bhopal, en Inde, en 1984 de l'usine de la multinationale américaine Union Carbide (aux mains ensuite de Dow Chemical), a fait au moins 25 000 morts, en particulier parmi les habitants des bidonvilles mitoyens. Mais des dizaines d'explosions ont touché les usines produisant du nitrate d'ammonium pour les engrais, faisant par exemple 561 morts en 1921 à Ludwigshafen en Allemagne, et 31 morts à l'usine AZF à Toulouse en 2001, des centaines de blessés et des destructions dans plusieurs quartiers populaires. En décembre 2025, une explosion suivie d'un incendie dans l'usine Elkem, qui produit du silicone au sud de Lyon, a tué deux travailleurs.

Quant à la pollution des sols, de l'eau et de l'air, quant à l'exposition des travailleurs à des produits dangereux pour la santé, c'est le règne de l'opacité et de l'irresponsabilité : en France, la loi n'oblige même pas les patrons à donner aux ouvriers les fiches d'exposition aux différents produits parfois cancérigènes ou mutagènes qu'ils ont manipulés. Depuis quelques années, on découvre comment Arkema, Solvay, BASF en Europe, et DuPont aux États-Unis, ont répandu des PFAS (ou polluants éternels) dans les nappes phréatiques, les lieux d'habitation, les cours d'école, au mépris des conséquences pour les travailleurs comme pour les riverains.

DES PLATEFORMES CHIMIQUES RÉUNISSANT DE MULTIPLES PRODUCTIONS

Une particularité de l'industrie chimique, c'est que ses matières premières sont souvent des fluides, liquides ou gazeux, apportés par des pipelines ou par des conduites d'une unité de production voisine. Cela impose,



RAGHU DAI

L'usine de Bhopal, bordée de bidonvilles, avant l'explosion du 2 décembre 1984.

peut-être encore plus que dans d'autres secteurs, une gestion centralisée et rationnelle.

La production s'est fréquemment développée dans d'immenses plateformes chimiques, nécessitant des investissements importants. L'archétype en est le site de naissance du géant allemand BASF, à Ludwigshafen : fondé en 1865, il occupe actuellement une surface de 10 km² et regroupe 39 000 travailleurs. Au même endroit, on trouve la production des briques chimiques de base, issues du pétrole ou de la chimie minérale (ammoniac, chlore), ainsi que quelque 200 ateliers fabriquant des molécules qu'on retrouve partout, des gels douche aux engrais et aux colorants alimentaires, en passant par les polyamides pour les voitures, ou les vêtements de sport. Les sous-produits d'une unité servent de matière première à une autre, via plus de 2 800 kilomètres de conduites qui relient entre elles toutes ces installations. La proximité permet de faire des économies sur les réseaux de vapeur, d'électricité, de gaz, les stations d'épuration, laboratoires, infrastructures logistiques et de stockage, services de sécurité...

En France, d'importantes plateformes chimiques existent dans la région du Havre, à Fos-sur-Mer, dans le couloir de la chimie lyonnais et près de Grenoble. Mais ces immenses plateformes n'appartiennent plus à

un groupe capitaliste unique. Les ateliers ont été vendus à la découpe à de multiples entreprises, aboutissant à des situations aberrantes : différents ateliers utilisant le même circuit de vapeur, ou se fournissant mutuellement en matières premières, ont un fonctionnement juridiquement indépendant, qui peut conduire, pour des raisons de coûts, à remettre en question ce fonctionnement intégré.

L'entreprise historique française Rhône-Poulenc, par exemple, a été scindée en dizaines de morceaux depuis les années 1990 : sa partie la plus rentable, la production pharmaceutique, a été séparée de la chimie pour devenir après plusieurs fusions une partie du richissime groupe Sanofi. Quant au reste, en région lyonnaise par exemple, ses anciennes usines de film plastique appartiennent au géant japonais Toray, les polyamides au groupe belge Domo, les silicones au groupe norvégien sous contrôle chinois Elkem/Bluestar, l'aspirine au groupe Seqens, la vanilline au groupe Syensqo (lui-même une scission du groupe belge Solvay)... Malgré le morcellement de la propriété, plusieurs de ces usines continuent à partager des flux de vapeur, ou sont reliées par les mêmes canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou de gaz comme l'azote ou l'éthylène.

UNE CRISE DE SURPRODUCTION À L'ÉCHELLE MONDIALE

Dans l'industrie chimique, les capacités de production n'ont cessé de croître dans le monde durant les dernières décennies : selon le président du lobby patronal France Chimie, auditionné par le Sénat en février 2025, « ce secteur industriel a connu quinze années de croissance ininterrompue, jusqu'à la crise liée à la pandémie de Covid-19 ». Dans cette période, le taux de profit moyen dans la chimie était supérieur au taux de profit dans l'ensemble de l'industrie.

Mais, dans cette économie capitaliste où rien n'est planifié, les périodes de croissance poussent chaque capitaliste à développer des usines, pour ne pas laisser des parts de marché et des profits potentiels à ses concurrents. De nouvelles usines chimiques ont vu le jour aux États-Unis et au Moyen-Orient du fait de l'accès à du gaz bon marché, ainsi qu'en Chine, portées par le développement de l'ensemble de l'industrie et par les investissements massifs de l'État chinois après la crise économique de 2008.

Depuis quelques années, différents secteurs, comme l'automobile ou la construction, se heurtent aux limites du marché, et leur demande en produits chimiques n'augmente plus si vite... or, pour encaisser la plus-value extorquée aux travailleurs, il faut bien vendre !

Du point de vue des capitalistes de la chimie, il y a actuellement des « surcapacités de production » : pour être rentables, ils estiment que les installations doivent fonctionner au-dessus de 80 % de leurs capacités. Or les taux d'utilisation ont chuté partout dans le monde, et particulièrement en Europe où ils sont en dessous de 75 %.

Par conséquent, les profits nets des 100 premières entreprises chimiques mondiales baissent : après un montant record de plus de 100 milliards en 2021 dans la période post-Covid, ils ont chuté à 24 milliards en 2024, bien en dessous des plus de

40 milliards de 2019¹.

Dans ce contexte, les capitalistes se déchirent et pressurent la classe ouvrière pour rétablir les taux de profit : ils éliminent les sites les moins rentables et condamnent les travailleurs au chômage. Si l'Europe est particulièrement touchée, c'est à cause du coût croissant de l'énergie, mais aussi parce que nombre d'installations y sont vieillissantes.

L'EXPLOSION DES PRIX DE L'ÉNERGIE EN EUROPE

En Europe, le patronat de la chimie tient un discours catastrophiste, au ton illustré par un titre de novembre 2022 du journal *Les Échos* : « La chimie européenne broyée entre la crise de l'énergie, la Chine et les États-Unis ».

Il est vrai que l'industrie chimique est une grosse consommatrice d'énergie, en particulier les secteurs qui fabriquent les produits de base, pétrochimie ou fabrication de chlore ou d'ammoniac. Depuis les années 2000 et le boom de l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis, les entreprises produisant aux États-Unis étaient déjà avantagées par des prix de l'énergie moitié plus faibles qu'en Europe.

Le début de la guerre en Ukraine en 2022 a accentué ce

déséquilibre et rebattu les cartes entre les pays impérialistes concurrents : les sanctions imposées par les États-Unis à la Russie ont fermé le robinet du gaz russe et affaibli l'économie des pays d'Europe, désunis, au profit des États-Unis et des pays asiatiques. Pour BASF en particulier, le choc a été particulièrement violent, car l'entreprise s'était organisée autour de l'importation de gaz russe à bas prix, via le gazoduc Nord Stream : sa construction était l'œuvre d'une collaboration entre l'entreprise russe Gazprom et les trusts allemands BASF et E-On, symbolisée par la présence de l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder à son conseil d'administration.

Pour remplacer le gaz russe, les usines européennes ont été contraintes d'importer au prix fort des États-Unis du gaz naturel liquéfié (GNL), bien plus coûteux du fait des opérations de liquéfaction et de regazéification, et du transport par bateau : en 2024, la facture était devenue 4 à 5 fois plus élevée en Europe qu'aux États-Unis ! Les prix de l'électricité ont également augmenté à cause de leur calcul à partir du prix du gaz. D'autre part, les usines de Chine ou d'Inde ont, elles, pu accéder au pétrole russe moins cher en contournant les sanctions.

Les hausses de prix ont servi



Novembre 2011 : la chancelière allemande Merkel et le président russe, Medvedev (saluant de la main), escortés des dirigeants de BASF et de Gazprom, inauguraient le gazoduc de la mer Baltique.

¹ ICIS Chemical Business, 12-18 septembre 2025, p. 23.

de prétexte pour imposer des sacrifices aux travailleurs, au travers du non-alignement des salaires sur l'inflation, mais aussi via des gains de productivité supplémentaires : ainsi, BASF a renoncé à une partie des suppressions d'emplois annoncées à Ludwigshafen en échange de concessions importantes acceptées par les syndicats.

EN EUROPE, CHANTAGE AUX AIDES PUBLIQUES ET INVESTISSEMENTS EN BERNE

Les capitalistes européens de la chimie dramatisent leur situation, mais en réalité ils pleurent la bouche pleine : ils restent les premiers exportateurs de produits chimiques du monde, et ont plus que triplé le montant de leurs ventes à l'extérieur dans les vingt dernières années. S'ils insistent tant sur la légère baisse de leurs ventes depuis 2023, c'est pour réclamer des aides publiques.

Pour faire face au rétrécissement des marchés, les États-Unis, sous Biden, ont lancé en 2022 un plan de subventions inédit, l'*Inflation Reduction Act*, d'un montant de 369 milliards de dollars sur 10 ans, pour attirer les industriels.

Le 29 novembre 2022, Ilham Kadri, alors PDG du groupe chimique belge Solvay, s'exprimait ainsi dans le journal *Les Échos* : « *Les États-Unis mettent en place l'environnement adéquat pour faire face aux défis actuels. Avec l'*Inflation Reduction Act*, les États-Unis nous disent clairement "venez, investissez, nous vous accompagnerons". Nous avons reçu une incitation financière pour construire notre usine de matériaux pour batteries en Géorgie, une unité de production de haute spécialité. Cela couvrira 50 % de notre investissement. Pour le même type d'investissement à Tavaux, dans le Jura, nous avons reçu entre 3 et 10 %.* »

Elle exprime ainsi ouvertement le chantage grossier que tous les capitalistes exercent auprès des gouvernements : si vous voulez qu'on maintienne des usines en Europe, il faut passer



Ilham Kadri, qui était jusqu'au 1^{er} janvier à la tête de Syensco (scission de Solvay) et du lobby patronal européen de la chimie (Cefic), interroge Macron, le 11 février à Anvers.

à la caisse. La Commission européenne a d'ailleurs promis en juin d'agir pour soutenir la chimie, via la baisse des prix de l'énergie, l'augmentation des aides publiques, la simplification de normes ou le développement de la « préférence européenne ». Mais le morcellement de l'Europe en plusieurs dizaines d'États rend le fonctionnement moins efficace qu'aux États-Unis.

Les industriels réclament que l'argent des impôts de toute la population se substitue au capital privé, pour réaliser les investissements indispensables au rétablissement de leur compétitivité. Alors que leurs taux de rentabilité ont battu des records pendant deux décennies, que les profits ont coulé à flots pour le français Arkema, le belge Solvay et les allemands BASF ou Bayer, ils ont préféré arroser leurs actionnaires plutôt que d'investir et de moderniser les installations : par exemple, BASF a versé 3 milliards de dividendes chaque année à ses actionnaires depuis 2018, et a annoncé un plan de dividendes et de rachat d'actions de 12 milliards pour les années 2025-2028.

Dans l'ensemble du secteur, les ateliers sont vieillissants. La maintenance est réduite au minimum, les effectifs sont au plancher. Les problèmes techniques s'accumulent à la suite de réparations de bric et de broc : bouchages, fuites, pompes défaillantes, mesures incohérentes. Les conditions de travail dégradées provoquent des accidents, qui

vont des chutes dans les installations aux projections de produits toxiques, aux membres amputés dans des machines tournantes, et jusqu'aux morts comme récemment à Elkem Saint-Fons.

Le manque d'investissement a été relevé en juillet par le commissaire européen à l'industrie, Stéphane Séjourné, un proche de Macron : selon lui, les vapocraqueurs européens sont « obsoletés ». Ces énormes installations de la pétrochimie cassent les molécules lourdes de naphta par exemple (un dérivé du pétrole brut), pour fabriquer les composants de base que sont l'éthylène, le propylène, etc. La cinquantaine de vapocraqueurs présents en Europe ont en moyenne 45 ans d'âge... contre 29 aux États-Unis et 11 en Chine ! Une dizaine ont été fermés ou devraient l'être entre 2022 et 2027 : celui d'ExxonMobil à Notre-Dame-de-Gravenchon en France, celui de TotalEnergies à Anvers, celui de l'entreprise saoudienne Sabic en Grande-Bretagne, et celui de Dow Chemical à Böhlen en Allemagne.

UNE GUERRE DE CLASSE À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE

Face aux surcapacités de production, ces multinationales riches estiment que ces vapocraqueurs européens, plus vieux et plus petits que les installations dernier cri des États-Unis, du Golfe persique ou de Chine, ne sont pas suffisamment rentables. Mais des milliers de

travailleurs au Japon, en Corée du Sud et même en Chine, sont également menacés de perdre leur emploi par suite de fermetures de vapocraqueurs.

La guerre sociale que mènent les capitalistes pour maintenir leurs profits malgré le rétrécissement des marchés est la même partout sur la planète. Dans une économie basée sur la concurrence, où rien n'est planifié, chaque multinationale s'adapte au marché, aux taxes, aux prix de l'énergie, aux subventions, sans jamais se préoccuper de l'intérêt collectif. Les crises, avec leur cortège de fermetures d'usine et de licenciements, sont le seul moyen d'adapter la production à la demande solvable. C'est le fonctionnement normal du capitalisme.

Tant pis, selon eux, si des fermetures de fabrication des produits chimiques de base, les « commodités », moins rentables, risquent de perturber par effet domino toute une chaîne de production qui en dépend et de gêner d'autres capitalistes. Et peu importe si dans le monde des besoins en produits vitaux comme la javel ou le savon ne sont pas satisfaits.

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE, UN PIÈGE POUR LES TRAVAILLEURS

Ceux qui, au lieu de dénoncer cette guerre de classe menée par les capitalistes de la chimie, essaient de faire croire que le sort des travailleurs est lié à celui du patronat d'Europe, les orientent vers une voie de garage. C'est le cas des dirigeants syndicaux, dont Sophie Binet de la CGT, qui déclarait lors d'un rassemblement pour dénoncer la fermeture de l'usine chimique Vencorex à côté de Grenoble le 7 novembre 2024² : « *Les Chinois ont besoin d'avoir accès au marché européen, [...] ils ont besoin de racheter nos entreprises. [...] On a des gouvernements qui font rentrer le loup dans la bergerie, et qui continuent à laisser grand ouverts notre industrie, notre*



En novembre 2024, mobilisation contre la fermeture de l'usine Vencorex, à côté de Grenoble.

pays, notre continent européen. »

C'est reprendre les mensonges sur la responsabilité de la concurrence chinoise, qui est d'ailleurs toujours qualifiée de « déloyale » dans les propos des médias, comme si dans la concurrence capitaliste normale, tous les coups n'étaient pas permis. Parler de « nos » entreprises et de « notre » industrie, alors qu'elles sont la propriété privée exclusive des capitalistes, c'est obscurcir la conscience des travailleurs et les désarmer dans les combats à mener.

En Allemagne, des syndicats, l'IGBCE dans la chimie, l'IG Metall dans la métallurgie sont allés jusqu'à soutenir la démarche du patronat, qui a obtenu un prix de l'électricité subventionné par l'État pour les industriels, sous prétexte de protéger les emplois. C'est faire croire que les exploités et les exploités ont des intérêts communs, et que l'État pourrait être autre chose qu'un instrument du capital.

En réalité, tous les raisonnements par pays masquent à la fois la réalité de la lutte de classe, et l'aspect interpénétré des capitaux dans l'économie capitaliste mondiale. Ainsi, un des principaux vendeurs de GNL américain en Europe, qui a profité de la guerre en Ukraine pour imposer des prix de l'énergie élevés aux industriels européens de la chimie, n'est autre que le trust français TotalEnergies. Les médias français sont peu bavards sur ce cas avéré de « concurrence déloyale ».

Autre exemple : ce sont deux entreprises américaines, Dow Chemical et LyondellBasell, qui détiennent les plus grandes capacités de vapocraquage en Europe.

Les géants mondiaux de la chimie gardent certes des liens privilégiés avec le marché et l'État de leur pays d'origine, mais ils organisent leur production à l'échelle mondiale : ils ont installé des usines à proximité de chacun des trois principaux marchés mondiaux, les États-Unis, l'Europe et l'Asie.

C'est le cas pour BASF, qui possède sept plateformes chimiques intégrées dans le monde : deux en Europe (à Ludwigshafen et à Anvers), deux aux États-Unis, trois en Asie (une en Malaisie et deux en Chine). La dernière a démarré la production en novembre à Zhanjiang en Chine, un investissement record de près de 9 milliards d'euros. Face à une évolution économique imprévisible et incontrôlable, face à l'instabilité des barrières douanières, face à une possible régionalisation des échanges... les grandes entreprises se tiennent prêtes à s'adapter.

L'entreprise Syensqo (ex-Solvay) possède trois ateliers de production de l'arôme vanilline dans le monde : un en France à Saint-Fons, près de Lyon, un aux États-Unis et un en Chine. En mai 2024, elle avait cessé la production de vanilline en France, mettant l'atelier de Saint-Fons « sous cocon » et supprimant

² Vidéo disponible sur la page Facebook de la FNIC-CGT, 7 novembre 2024, <https://www.facebook.com/watch/?v=438680705928639>

plusieurs dizaines d'emplois, sous prétexte de concurrence chinoise dans un contexte de surcapacités par rapport au marché solvable. Depuis, elle a obtenu de la Commission européenne une taxe de 131 % sur la vanilline importée de Chine, et elle est en train de rouvrir l'atelier de Saint-Fons, en réembauchant bien moins de travailleurs qu'elle n'en a licencié. Mais de telles mesures protectionnistes se traduisent finalement par des hausses de prix pour les consommateurs, qui financent surtout le maintien des profits.

LE PARASITISME DU CAPITAL FINANCIER

À un autre niveau encore, au-dessus de ces grandes entreprises industrielles qui sont en concurrence entre elles, il y a la dictature de financiers qui exigent toujours plus de rentabilité, et qui ont des actions dans toutes les entreprises, y compris celles qui se font concurrence !

C'est le cas des Big Three, les trois plus grands fonds privés d'investissement mondiaux,

qui regroupent des capitaux appartenant aux grandes familles bourgeoises américaines : à eux trois, Blackrock, Vanguard Group et State Street possèdent non seulement plus de 20 % des actions des groupes américains DuPont, LyondellBasell ou ExxonMobil, mais aussi plus de 10 % des groupes allemands BASF et Bayer, du groupe français TotalEnergies et 8 % du groupe français Arkema. Ils possèdent également des actions dans les entreprises japonaises ou coréennes, et y compris des parts non négligeables dans les filiales cotées en Bourse des entreprises chimiques chinoises, même si leur pénétration y reste plus limitée du fait du contrôle exercé par l'État chinois.

Avec ses tentacules dans toutes les plus grosses entreprises mondiales, le capital financier draine ainsi vers lui à la fois les subventions des différents États et le produit des sacrifices imposés aux travailleurs des différents pays sous prétexte de concurrence internationale !

Le parasitisme des capitalistes dans cette économie organisée à l'échelle mondiale est

de plus en plus criant. Pour alimenter le magot des financiers, les entreprises se mènent une guerre absurde en y risquant la peau des travailleurs, en exploitant et en fermant les sites jugés trop peu rentables. La loi du marché, la concurrence et la course au profit aboutissent à détruire des usines, désintégrer des chaînes de production qui étaient intégrées, briser des liens économiques.

Ce gâchis gigantesque démontre la nécessité de planifier l'économie à l'échelle mondiale. Pour les militants ouvriers, la perspective à défendre n'est sûrement pas la défense d'une industrie nationale, mais la lutte commune des travailleurs à l'échelle internationale, en profitant des liens créés entre eux par l'industrie capitaliste. C'est à cette échelle, en expropriant tous ces grands groupes, en les fusionnant et en les gérant de façon collective que les travailleurs pourront permettre à l'humanité de profiter enfin des gigantesques possibilités techniques existantes.

12 février 2026



Travailleurs d'une entreprise chimique britannique centenaire, Croda, qui s'est ramifiée à l'international.



Pour quelques pommes de terre (gravure publiée en 1849)

Du temps de Marx et Engels, la Grande-Bretagne était le pays le plus avancé sur le plan économique, le pays où, au rythme de la révolution industrielle, s'étaient développés le capitalisme et le prolétariat moderne, en qui ils voyaient la classe révolutionnaire de l'avenir. Ce développement industriel était adossé à une immense entreprise coloniale, commencée dès le seizième siècle par la conquête de l'Irlande. Les textes rassemblés dans ce recueil témoignent de l'attention que portèrent Marx et Engels à la question irlandaise. Il réunit des écrits sur l'Irlande, dont certains étaient jusqu'à présent inédits en français, articles et discours, extraits d'ouvrages, correspondances et notes de travail. L'introduction est rédigée par l'universitaire Richard Poulin, dont nous ne partageons pas les vues sur la question nationale au Québec ni les critiques envers Lénine.

L'intérêt de Marx et Engels répondait à des préoccupations militantes. Au prix de multiples campagnes militaires, la monarchie anglaise était parvenue à soumettre l'Irlande à

Marx, Engels et l'Irlande

**Karl Marx et Friedrich Engels,
Irlande, classes ouvrières et libération nationale
textes réunis et présentés par Richard Poulin, Syllepse, 2021**

la fin du dix-septième siècle. La majeure partie des terres avait été confisquée et attribuée à des colons originaires d'Angleterre ou d'Écosse. Pour cela, il avait fallu démanteler une organisation sociale où subsistaient des formes de propriété collective du sol, évoquées par Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884).

Quand l'Irlande fut rattachée officiellement au Royaume-Uni en 1801, elle se trouva encore appauvrie par la législation britannique, dictée par les classes possédantes siégeant au Parlement de Londres. Ainsi, Marx et Engels rappellent comment l'industrie textile irlandaise fut anéantie au moyen de mesures protectionnistes, ou comment les autorités profitèrent de la Grande Famine des années 1845-1849 pour expulser en masse les paysans, au prix d'un million de morts. Le sous-développement et la misère en Irlande étaient le fruit d'une politique de classe.

Or, pour les auteurs du *Manifeste communiste*, l'oppression nationale était un produit inévitable de l'exploitation capitaliste et de la lutte de classe. La question nationale revêtait un caractère primordial pour les révolutionnaires prolétariens. Tout au long du dix-neuvième siècle, des centaines de milliers d'Irlandais affamés émigrèrent en Grande-Bretagne, où ils vinrent accroître les rangs du prolétariat. La bourgeoisie entretenait « un antagonisme profond entre

le prolétaire irlandais et le prolétaire anglais », qui constituait « le secret du maintien de son pouvoir »¹. Marx et Engels combattaient inlassablement ces divisions qui affaiblissaient la classe ouvrière. Ainsi Engels, qui avait consacré aux ouvriers irlandais un chapitre de *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), affirmait en janvier 1848 : « Les classes opprimées en Angleterre comme en Irlande doivent ou bien combattre et vaincre ensemble ou bien continuer à souffrir de la même oppression et vivre dans la même misère sous la dépendance de la classe capitaliste dominante. »²

L'internationalisme ouvrier était pour eux indissociable de la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, proclamait le *Manifeste*, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation de la même manière », déclarait Marx aux militants de l'Association internationale des travailleurs (1864-1876), « Le peuple qui subjugué un autre peuple se forge ses propres chaînes. »³ Ce combat mené au sein de l'AIT fait l'objet d'un chapitre entier du recueil. Marx et Engels se heurtèrent parfois au chauvinisme de certains militants anglais qui, sous prétexte d'internationalisme, niaient le droit du peuple irlandais à son indépendance nationale. Marx démontra au contraire que l'oppression nationale imposée à l'Irlande

1 Karl Marx, « Le conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande » [1870], in *Irlande, classes ouvrières et libération nationale*, p. 373.

2 Friedrich Engels, « Fergus O'Connor et le peuple irlandais » [1848], *ibid.* p. 259.

3 Karl Marx, « Le conseil général au conseil fédéral de la Suisse romande » [1870], *ibid.* p. 374.

renforçait le pouvoir des classes possédantes en Grande-Bretagne même. En effet, les forces de répression qui sévissaient en Irlande pouvaient servir à écraser ensuite la classe ouvrière en Grande-Bretagne elle-même. Marx estimait donc que les militants ouvriers britanniques devaient dénoncer les méfaits de leur propre classe dirigeante, et reconnaître le droit du peuple irlandais à son indépendance. C'est seulement sur cette base que des relations fraternelles pouvaient naître entre ouvriers britanniques et irlandais, et ainsi renforcer les positions de l'ensemble du prolétariat. La lutte

nationale en Irlande était donc un facteur révolutionnaire de premier ordre ; c'est en Irlande que pouvait être porté « *le coup décisif contre les classes au pouvoir d'Angleterre (décisif pour le mouvement ouvrier du monde entier)*. »⁴

Notons que, du vivant de Marx et Engels, la classe ouvrière en Irlande même restait embryonnaire, tant le pays était arriéré. Le prolétariat irlandais, dans la mesure où il existait, était concentré surtout dans les villes industrielles de Grande-Bretagne, ou aux États-Unis. C'est seulement à partir des années 1890 qu'un mouvement socialiste vit le jour

en Irlande, sous la direction de James Connolly. Convaincu de la nécessité d'une politique indépendante pour la classe ouvrière face aux nationalistes bourgeois, ce dernier affirmait : « *Le progrès de la lutte pour la liberté de toute nation opprimée doit nécessairement aller de pair avec la lutte pour la liberté de la classe la plus opprimée de cette nation.* »⁵ Il fut exécuté par les autorités britanniques pour avoir préparé et co-dirigé, avec des organisations nationalistes, le soulèvement armé à Dublin en 1916.

12 février 2026.



Une maison paysanne détruite au bélier par la police, lors d'une expulsion dans le comté de Clare en 1888.

4 Karl Marx, Lettre à Siegfried Meyer et August Vogt [1870], *ibid.* p. 455.

5 James Connolly, *Le rôle de la classe ouvrière dans l'histoire de l'Irlande*, 1910.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les États-Unis sous Trump: l'autoritarisme au service du grand capital

n° 182, 8 novembre 2025 – 3 €

Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 – 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 – 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1^{er} février 2025 – 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) – août 2023 – 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
Édité par Lutte ouvrière – 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

La prochaine fête de Lutte ouvrière, à Presles (Val-d'Oise), aura lieu les 23, 24 et 25 mai 2026
Billetterie et informations :
<https://fete.lutte-ouvriere.org/>



**Organisation
des travailleurs
révolutionnaires (Haïti)**

*Les luttes de la classe
ouvrière pour son
indépendance politique*

Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



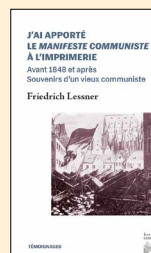
Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître

J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimerie
Avant 1848 et après –
Souvenirs d'un vieux communiste
Friedrich Lessner

Collection Témoignages
144 pages - 11 €



Dernières parutions

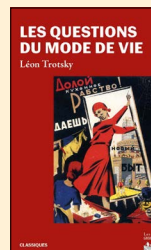
J'ai allumé le feu
Une grève, un collectif:
Chausson 1975
Pierre Chaze

Collection Témoignages
160 pages – 11 €



Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky

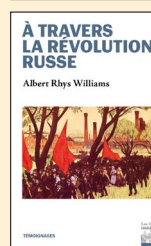
Collection Classiques – 13 €



À travers la Révolution russe

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages – 16 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière - PAT
BP 20029 - 93501 Pantin cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrero@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrero.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



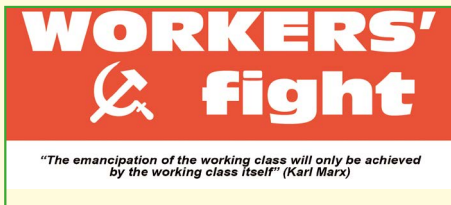
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE – CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX – GHRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: pli fermé: 30,50 € – Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille – 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO – ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> – contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>